

ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT A N'GABACORO DROIT (2017-2021), MALI

Sory Ibrahima KOITA

Géographe, Chargé de Recherche, Institut des Sciences Humaines

E-mail : koitasoryibrahima@yahoo.fr

Résumé

A chaque cinq ans et suivant la loi n°96-056 du 16 octobre 1996, la Commune Rurales de N'gabacoro Droit procède à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouveau Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) (Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités locales, 2009, p : 7). Conformément à cette disposition, pour la période allant de 2017 à 2021, ladite Collectivité a élaboré et mis en œuvre son plan communal de développement. Ainsi, lors de ce travail, la Commune a rencontré d'énormes difficultés qui sont d'ordre institutionnel, humain et financier. L'objectif principal de l'article est d'analyser les difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre du PDESC de la Commune Rurale de N'gabacoro Droit. L'approche méthodologique a d'abord porté sur la recherche documentaire. Ensuite, des outils d'enquêtes (le questionnaire et le guide d'entretien) ont été élaborés. Le questionnaire a été administrés auprès de 20 acteurs au niveau communal. Quant au guide d'entretien, il a été adressé aux autorités communales et aux responsables des services techniques déconcentrés. En termes de résultats, il ressort que 85% des enquêtés connaissent le PDESC. 45% trouvent que l'insuffisance des ressources humaines qualifiées constituent des difficultés liées à l'élaboration du PDESC. 65% des enquêtés affirment que l'insuffisance des ressources financières propres constituent la principale difficulté liée à la mise en œuvre du PDESC. En conclusion principale, il faut dire que l'insuffisance des ressources (humaines, financières) constitue la principale difficulté de la mise en œuvre du PDESC à N'gabacoro Droit.

Mots clés : *commune, Mali, N'gabacoro Droit, programme communal*

Abstract

Every five years, in accordance with Law No. 96-056 of October 16, 1996, the Rural Commune of N'gabacoro Droit develops and implements a new Economic, Social, and Cultural Development Program (PDESC) (Ministry of Territorial Administration and Local Authorities, 2009, p. 7). In accordance with this provision, for the period from 2017 to 2021, the Commune developed and implemented its municipal development plan. During this process, the Commune encountered significant institutional, human, and financial difficulties. The main objective of this article is to analyze the challenges related to the development and implementation of the PDESC of the Rural Commune of N'gabacoro Droit. The methodological approach began with documentary research. Next, survey tools (the questionnaire and the interview guide) were developed. The questionnaire was administered to 20 stakeholders at the municipal level. The interview guide was sent to municipal authorities and heads of decentralized technical services. The results show that 85% of respondents are familiar with the Local Economic and Social Development Plan (PDESC). 45% believe that a lack of qualified human

resources poses a challenge to developing the PDESC. 65% of respondents stated that insufficient financial resources are the main obstacle to implementing the PDESC. In conclusion, the lack of resources (human and financial) is the primary obstacle to implementing the PDESC in N'gabacoro Droit.

Keywords : *municipality, Mali, N'gabacoro Droit, municipal program*

Introduction

Au Mali, depuis la mise en œuvre de la politique de décentralisation, à chaque cinq ans et à la fin du précédent Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC), la Commune Rurale de N'gabacoro Droit élabore un nouveau plan de développement communal pour une autre période de cinq ans. Outil de planification du développement par excellence, le Programme de Développement Economique, Social et Culturel, projeté au niveau communal, les activités à réaliser à moyen terme (Kayantao, 2019, p : 124).

En effet, à N'gabacoro Droit, la Collectivité éprouve un certain nombre de difficultés pour l'élaboration de son plan quinquennal de développement. Parmi ces difficultés, notons entre autres, l'insuffisance de ressources humaines qualifiées. Pour cette action, force est de souligner que N'gabacoro Droit manque de ressources humaines qualifiées, capables de concevoir et de planifier véritablement l'outil de développement qui est le Programme de Développement Economique, Social et Culturel. A cela, il faudra également ajouter l'insuffisance de ressources financières pour l'élaboration de l'outil de planification. Ainsi, pour permettre l'élaboration du plan communal de développement, la Collectivité fait appel, pour faute de ressources financières suffisante à des partenaires extérieurs tels que : l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales, les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Pour la mise en œuvre du plan communal de développement, la Commune de Rurale de N'gabacoro Droit, connaît également un certain nombre de contraintes réelles. Parmi ces problèmes qu'éprouve la Collectivité pour la mise en œuvre de l'outil de planification et de développement, il faut souligner les difficultés de pilotage de l'outil de programmation locale. En effet, les élus communaux de N'gabacoro Droit peinent à piloter l'outil de planification et de développement communal. Aussi, il est important de souligner que la mise en œuvre du Programme de Développement Economique, Social et Culturel d'une

Collectivité, nécessite des ressources financières pour la réalisation des infrastructures sociales, économiques et culturelles. Or, la Commune de N'gabacoro Droit manque de ressources financières suffisantes.

En effet, dans le cadre du développement local, en mesurant toute l'importance que revêt la question d'élaboration, de planification et de mise en œuvre des plans communaux de développement, nombreux sont les auteurs qui ont continuellement nourri des engouements pour le sujet. Ainsi, abordant la question, (Sanogo, 2022, p : 156), note que l'un des problèmes de la politique de décentralisation au Mali, réside dans le défi de l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de développement. Aussi, il souligne qu'au niveau communal, pour une meilleure mise en œuvre des actions de développement, il faut une synergie d'actions de plusieurs acteurs. En filigrane de l'article de (Kanté, 2024, p : 388), dont l'intérêt est l'analyse faite sur l'implication des populations dans le développement de la cité à travers leur responsabilisation, on s'aperçoit alors de toutes les difficultés liées à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement au niveau communal.

S'intéressant à la question de planification du développement communal, (Hounsa *et al.*, 2008, p : 10-23), ont élaboré un outil pouvant servir de document de base à l'élaboration du plan de développement communal. Dans ce référentiel, il est d'abord question des fondements, principes et caractéristiques de la planification du développement communal. Ensuite, le guide traite des étapes du processus de planification au niveau communal.

La question principale de l'article est : quelles sont les difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel dans les Communes rurales de N'gabacoro Droit ? L'objectif principal de l'article est d'analyser les difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel dans la Commune rurale de N'gabacoro Droit. L'hypothèse centrale de cet article est : des difficultés existent dans l'élaboration et la mise en œuvre des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit.

L'article aborde les difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de développement au niveau communal. Ensuite, il présente les différents acteurs impliqués dans le processus d'élaboration du PDESC.

Enfin, l'article propose des solutions aux difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de Développement Economique, Social et Culturel dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit.

Matériels et méthodes

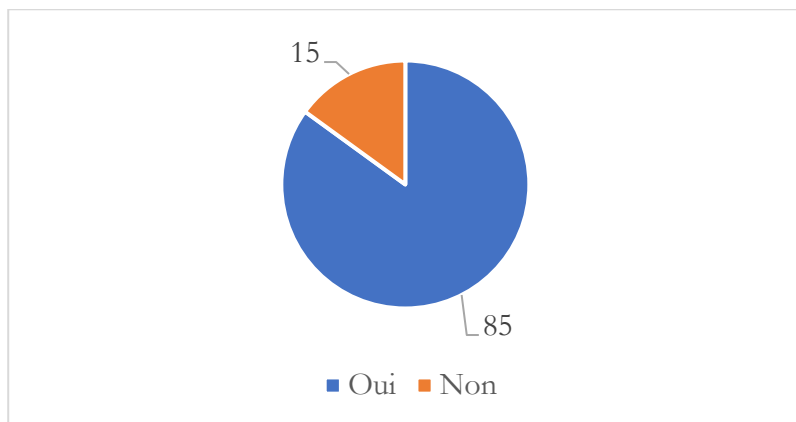
L'approche méthodologique a consisté à faire l'analyse documentaire. Ce qui nous a permis d'exploiter des ouvrages et autres documents disponibles sur le thème. Nous avons également consulté des sites Internet. Après cette étape, les outils de collecte des données que sont : le questionnaire et le guide d'entretien ont été élaborés. Etant donné que l'élaboration du Plan de Développement Economique, Social et Culturel est un processus inclusif faisant appel à différentes catégories d'acteurs au niveau communal, le questionnaire a été administrés auprès de 20 acteurs appartenant à des catégories sociales différentes. Le type d'échantillonnage quantitatif utilisé est le système des quotas. Ainsi, pour faire partie de l'échantillonnage, il faudra faire partie de l'une des catégories d'acteurs suivantes : Agents de la Maorie (05), Services Techniques déconcentrés de l'Etat (03), Organisations Non Gouvernementales (02), Organisation de la Société Civile (05), Conseils Villageois (05). Ce qui fait un total de 20 personnes à enquêter. Quant au guide d'entretien, il a été adressé aux autorités communales et aux responsables des services techniques. Il s'agit notamment du Maire principal de N'gabacoro Droit, du Secrétaire Général, du Sous-préfet, du Chef de Village coordinateur, du Président de la Société Civile de ladite Commune. Les résultats de cette recherche sont présentés dans les rubriques qui suivent.

Résultats

1. Connaissance du Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC)

En tant qu'outil de planification par excellence, le PDESC est vulgarisé auprès des acteurs impliqués dans le développement au niveau de la Commune Rurale de N'gabacoro Droit. Le graphique 1 qui suit montre la connaissance du PDESC dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit.

Graphique 1 : connaissance du PDESC par les enquêtés



Source : enquêtes personnelles, 2025

En analysant le graphique 1, on constate que plus de la moitié des enquêtés, soit 85% connaissent le PDESC de la Commune. Seulement 15% des enquêtés ne le connaissent pas.

2. Elaboration du Programme de Développement Economique, Social et Culturel

2.1. Acteurs impliqués dans l'élaboration du PDESC

Comme nous l'avons noté plus, l'élaboration du Programme de développement Economique, Social et Culturel (PDESC), est un processus inclusif nécessitant la participation de plusieurs catégories d'acteurs avec des rôles différents (Mairie de la Commune Rurale de N'gabacoro Droit, 2021, p : 28). Parmi ces acteurs, nous avons :

- la Mairie : c'est elle qui coordonne l'activité d'élaboration du plan communal à travers l'élaboration de la lettre d'information et du document de cadrage de l'activité ;
- les Services Techniques déconcentrés de l'Etat : ils apportent un appui technique sectoriel dans des domaines prioritaires de développement tels que : l'éducation, la santé, l'hydraulique, l'agriculture, et. ;

- . les Organisations Non Gouvernementales (ONG) : elles interviennent en appuyant techniquement ou financièrement le processus d'élaboration ;
- . la Société Civile : elle est composée de différents regroupements, tels que : les associations de jeunes, de femmes. Elle joue un rôle de transparence et de contrôle citoyen leur des prises de décisions.
- . le Conseil Villageois et les leaders communautaires : ils représentent la population locale. Ils expriment les besoins de leur communauté en termes d'actions à réaliser.

2.2. Méthodologie d'élaboration du Programme de Développement Economique, Social et Culturel

Pour l'élaboration du plan communal de développement, l'Etat a mis à la disposition des Collectivités un canevas leur servant de cadre de référence (Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités, 2009, p : 7). Conformément à ce canevas, pour l'élaboration de leur plan, les élus communaux de N'gabacoro Droit, ont mené une série d'activités qui pourraient être réparties en des étapes :

Etape 1 Démarches administratives, campagne d'informations et de sensibilisation des acteurs concernés

Une fois l'ancien plan arrivé à terme, le Conseil Communal prend un acte officiel pour décider de l'élaboration d'un nouveau plan communal. Pour ce faire, une réunion de cadrage est organisée avec les différents acteurs concernés. Ensuite, un comité de pilotage est mis en place pour coordonner les activités.

Etape 2 Diagnostic participatif communautaire

Ici, il s'agit d'identifier village par village les besoins en termes de développement. Au cours de ce diagnostic communautaire, en plus des besoins, les potentialités et atouts de chaque village sont aussi répertoriés.

Etape 3 Restitution et analyse des résultats des diagnostics villageois

Pendant cette phase, les activités retenues au profit des villages sont portées à la connaissance du grand public. Pour chaque projet retenu,

des explications sont données aux participants pour justifier les choix. De même, les projets rejetés reçoivent des motifs de rejets.

Etape 4 Atelier de planification des actions avec des budgets prévisionnels

Pendant cette phase, il s'agit de confirmer les besoins dans les différents secteurs (éducation, santé, hydraulique, agriculture, administration, etc.) et de procéder à leur classification. Des budgets sont attribués aux actions retenues. Durant cette étape, la stratégie de mise en œuvre et le mécanisme de suivi et d'évaluation du programme sont aussi définis

Etape 5 Présentation du document aux membres du Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement CLOCSAD pour avis

Etant un maillon indispensable du développement au niveau local, le projet de plan de développement est présenté au CLOCSAD pour avis et validation. Ainsi, le plan, une fois validé à ce niveau, il est légal et dispose désormais la légitimité nécessaire pour être mis en œuvre par la Collectivité Territoriale.

Etape 6 Mise en œuvre du PDESC, son suivi et évaluation

Une chose est d'élaborer les plans de développement, une autre est de les mettre en œuvre et de les suivre. A ce niveau, il s'agit d'aller à la concrétisation des actions retenues lors de la phase de planification et de budgétisation.

3. Difficultés liées à l'élaboration du Programme de Développement Economique, Social et Culturel dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit.

3.1. Difficultés d'ordre institutionnel

Avec la politique de décentralisation, l'Etat doit transférer des compétences aux Collectivités Territoriales qui sont désormais chargées d'exécuter ces tâches. Mais, au Mali, après plus de 30 ans de décentralisation, l'Etat continue d'empiéter sur les prérogatives des Collectivités Territoriales. Ce qui fait qu'il y a là un problème de conflits de compétences (Kayantao, 2019, p : 122).

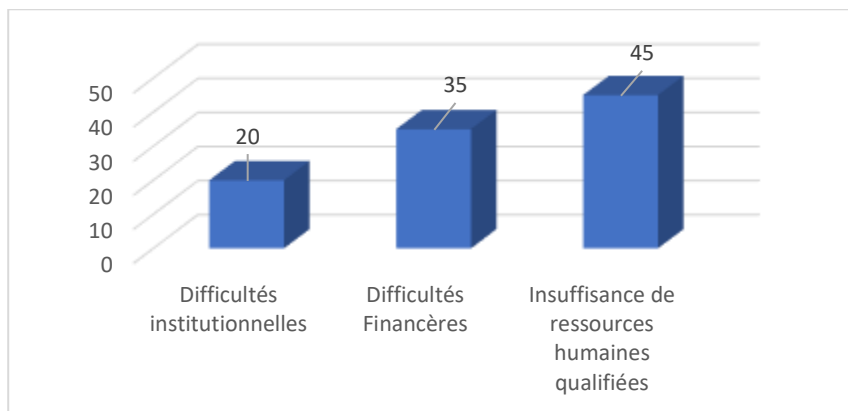
3.2. Difficultés liées à l'insuffisance des ressources humaines compétentes

En fait, au-delà des moyens économiques, la décentralisation nécessite aussi une certaine capacité intellectuelle de ceux-là mêmes qui sont chargés de la mise en œuvre de cette politique au niveau des Collectivités Territoriales (Koïta, 2023, p : 195). En effet, pour l'accès au poste d' élu communal, l'Etat n'a pas fixé de critères en ce qui concerne le niveau académique pour les éventuels candidats. C'est pourquoi, dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit, certains élus n'ont même pas le niveau académique du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF). Ce qui fait que la gestion de l'administration communale n'est pas aisée pour un tel élu. Donc la Commission ad' hoc mise en place connaît un problème de pilotage des activités d'élaboration du Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC).

3.3. Difficultés liées à l'insuffisance de ressources financières

Au Mali, la décentralisation financière n'a pas réellement accompagné la décentralisation administrative. Ce qui fait que, les Collectivités, depuis leur mise en place restent confrontées à d'énormes problèmes financiers. C'est pourquoi, la Commune Rurale de N'gabacoro Droit a de la peine à mobiliser les ressources financières nécessaires pour couvrir ses charges, telles que l'élaboration de son plan de développement communal. D'ailleurs, à ce sujet, témoigne M.D, un élu communal : « Il y a bientôt deux ans que notre Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) est terminé. Mais, faute de financement, nous n'avons pas pu élaborer un nouveau plan. Nous souhaiterions être financé par un partenaire afin d'en élaborer ». Ce qui prouve à suffisance que l'élaboration d'un Plan de Développement Economique, Social et Culturel, engendre évidemment des coûts financiers pour la commune. Le graphique 2 ci-dessous montre les types de difficultés liées à l'élaboration du Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC).

Graphique 2 : types de difficultés liées à l'élaboration du PDESC



Sources : enquêtes personnelles, 2024

L'analyse du graphique 2 montre que la majeure partie des enquêtés, soit 45% trouvent que l'insuffisance des ressources humaines qualifiées constitue la principale difficulté liée à l'élaboration du Programme de Développement Economique, Social et Culturel. 35% des enquêtés lient ce problème aux difficultés financières. 20% des enquêtés trouvent que les difficultés liées à l'élaboration du PDESC, sont d'ordre institutionnelles.

4. Mise en œuvre du Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC)

4.1. Mise en œuvre des plans d'actions annuel

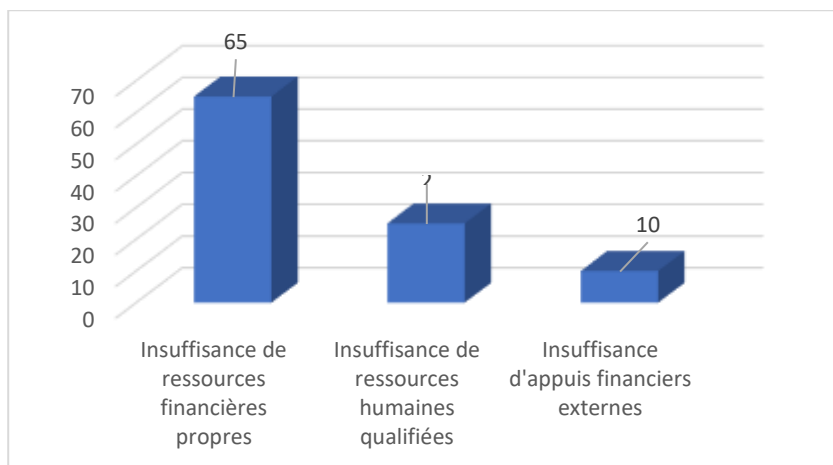
Dans la Commune de N'gabacoro Droit, la mise en œuvre du plan communal de développement se fait de façon séquentielle, d'année en année à travers des plans d'actions annuels. Ces activités du PDESC sont supervisées par un Comité de Pilotage présidé par le Maire principal. Les projets réalisés sont financés, soit par les ressources internes de la Collectivité, soit par les ressources externes. Les éventuels réajustements sont faits par le Conseil Communal.

4.2. Difficultés liées à la mise en œuvre des plans d'actions annuels

Comme précédemment noté, dans la Communes Rurales de N'gabacoro Droit, la réalisation des activités programmées se fait fondamentalement avec les ressources internes et externes de la Collectivité. Les ressources internes, essentiellement constituées de taxes et impôts, sont difficilement collectés auprès des populations communales à cause de la pauvreté d'une grande partie des contribuables. En ce qui concerne les ressources extérieures de la Commune, elles proviennent des subventions de l'Etat et des partenaires à l'endroit de la Collectivité. En fait, de plus en plus, l'Etat a du mal à transférer en termes de subventions des fonds aux Collectivités comme prévoit le Code des Collectivités. A cela s'ajoute la crise politique du Mali qui a entraîné le départ de plusieurs partenaires financiers.

Un autre aspect important liées aux difficultés de mise en œuvre du plan communal de développement à N'gabacoro Droit, est le problème de la maîtrise d'ouvrage. Dans plusieurs domaines, la Commune manque d'expertise nécessaire pour la réalisation des actions de développement. Le graphique 3 qui suit, montre les difficultés liées à la mise en œuvre des Programmes de Développement Economiques, Social et Culturel (PDESC).

Graphique 3 : Types de difficultés liées à la mise en œuvre du PDESC



Sources : enquêtes personnelles, 2024

L'analyse du graphique 3 montre que plus de la moitié des enquêtés, soit 65% affirment que l'insuffisance des ressources financières propres constitue les difficultés liées à la mise en œuvre du PDESC à N'gabacoro Droit. 25% des enquêtés trouvent que c'est l'insuffisance de ressources humaines qualifiées qui est la principale difficulté liée à la mise en œuvre du PDESC. 10% des enquêtés attribuent ces difficultés de mise en œuvre du PDESC à l'insuffisance d'appui financières externes. C'est-à-dire les subventions faites aux Collectivités Territoriales.

5. Propositions de solutions aux difficultés liées à l'élaboration et la mise en œuvre du PDESC dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit

5.1. Propositions de solutions aux difficultés liées à l'élaboration du PDESC dans la Commune Rurales de N'gabacoro Droit

L'une des solutions aux problèmes d'élaboration du plan communal de développement à N'gabacoro Droit, est leur dotation en ressources

humaines qualifiées et compétentes. Les élus communaux, qui constituent la pièce maîtresse en ce qui concerne l'élaboration du plan de développement, doivent avoir un niveau académique solide. Ce qui leur permettra d'élaborer aisément des plans de développement. Une autre solution aux problèmes d'élaboration des plans de développement communal, est la dotation en subvention de la Collectivité Territoriale de N'gabacoro Droit pour la prise en charge financière de l'organisation des activités préliminaires, telles que : les rencontres et réunions de cadrage.

5.2. Propositions de solutions aux difficultés liées à la mise en œuvre du PDESC dans la Commune Rurale de N'gabacoro Droit

Pour le pilotage des plans de développement au niveau de la Commune de N'gabacoro Droit, il faudrait que les membres du Conseil Communal soient suffisamment formés, outillés avec des notions de décentralisation, de planification et de développement local. De même, il est nécessaire que les acteurs communaux aient des renforcements de capacités avec des notions de mobilisation des ressources et de mise en œuvre des programmes de développement communal. Cela leur permettra en effet, d'être des acteurs plus outillés, actifs et engagés dans la mise en œuvre des programmes communaux de développement.

Discussion

Les travaux menés par (Kanté 2024, p : 388) en Commune III du District de Bamako, montrent que le premier niveau de l'implication des populations dans le développement de la cité, est leur responsabilisation. Pour ce faire, leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans de Développement Economique, Social et Culturel est fondamentale. Toutefois, son étude a révélé que dans la Commune III du District de Bamako, la participation des populations aux actions de développement est timide. Aussi, ses travaux ont révélé qu'au niveau communal, faute de moyens, des difficultés existent en ce qui concerne les mécanismes de suivi et d'évaluation des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC). De ce point de vue, l'étude menée par (Kanté, 2024) converge avec la nôtre parce que les deux travaux soulignent les mêmes difficultés telles que : la participation timide des populations aux actions de développement, le

manque de financement des projets communaux et les difficultés liées au suivi-évaluation des actions de développement.

(Kayantao, 2019, p : 124), abordant la question de décentralisation au Mali, note que le Programme de Développement Economique, Social et Culturel, constitue un moyen permettant de mieux connaître la vie de la Collectivité. Selon lui, plusieurs acteurs interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de développement. Il note que l'élaboration et la mise en œuvre de cet outil de gouvernance, doit être participatif. Ce qui fait que l'implication des populations, permet une prise en compte de leur priorité. L'étude a aussi touché aux difficultés budgétaires et à la reddition des comptes. De cette analyse, l'étude menée par cet auteur, corrobore la nôtre, dans la mesure, où les deux études évoquent les mêmes difficultés en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communal.

Les travaux menés par (Bengaly et Camara, 2009, p :11) ont permis de comprendre qu'au niveau communal, l'élaboration du budget est étroitement liée à la mise en œuvre du Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) de la Collectivité Territoriale. Parce qu'au moment de l'élaboration du plan de développement, les ressources financières internes et externes de la Collectivité Territoriale sont prises en compte. De cette analyse, l'étude menée par ces auteurs, converge la nôtre, dans la mesure, où les deux études s'intéressent aux investissements de la tranche d'âge pluriannuelle du plan de développement communal.

En termes de portée utilitaire, il convient de souligner que cette étude revêt un intérêt à la fois social et scientifique. Sur le plan social, l'article permet à la population, aux élus locaux et aux autorités politiques et administratives de la Commune, de savoir que la Collectivité connaît des contraintes pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communal. En conséquence, les différents acteurs impliqués dans l'élaboration et dans la mise en œuvre de l'outil de planification communal, prendront des dispositions adéquates pour les éventuels plans communaux de développement. Sur le plan scientifique, l'article sera d'une contribution fort utile pour la communauté scientifique et le monde universitaire. Il permettra en effet, d'enrichir la littérature universitaire. Aussi, le papier sera d'un apport considérable pour les chercheurs et les scientifiques en matière de planification de développement territorial.

Conclusion

Au Mali, depuis les premières heures de la mise en œuvre de la politique de décentralisation, les Collectivités Territoriales ont été confrontées aux problèmes d'élaboration et de mise en œuvre des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel. Tout comme le plan stratégique de développement au niveau d'une institution, le Programme de Développement Economique, Social et Culturel apparaît aussi, comme un outil fondamental de gouvernance au niveau communal. Pour la mise en œuvre du plan de développement dans la Commune Rurale de Ngabacoro Droit, chaque année, le comité de pilotage de ladite Commune, élabore un plan d'actions annuel qui représente les tranches annuelles du Programme de Développement Economique, Social et Culturel. Pour aller à un développement réel des Collectivités, l'Etat doit former les acteurs du développement au niveau communal et aussi leur apporter un soutien financier conséquent.

Au plan social, cette étude portant sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement de la Commune Rurale de N'gabacoro Droit, est d'une importante utilité. Elle permet en effet, d'attirer davantage l'attention des acteurs du développement local sur les difficultés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans communaux de développement. Par conséquent, pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement ultérieurs, les acteurs impliqués prendront désormais des dispositions nécessaires.

Références bibliographiques

BENGALY Youssouf et CAMARA Sidi, Youssouf, 2009. Mobilisation des ressources financières des Collectivités Territoriales du Mali, cas de la Commune Rurale de Sangarébourgou, « mémoire de Maîtrise », Université de Bamako, p. 11.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES, 2009. Lois et décrets de la décentralisation, p. 7.

DOUMBIA Mamadou, 2019. Décentralisation et développement local au Mali : cas de la Commune rurale de Ouéléssebourgou, Cercle de Kati, Région de Koulikoro, « thèse de Doctorat », Institut de Pédagogie Universitaire, Bamako, pp. 160-162.

HOUINSA David G., GANSOU Stanislas, TONATO José Didier, LANMAFANKPOTIN Georges 2008. Guide d'élaboration du Plan de Développement Communal, pp. 10-23. Disponible à : <https://www.researchgate.publication/28168683>, Consulté le 22 novembre 2025 à 13 H 41, 97 p.

KANTE Toumani Josué, 2024. Analyse du processus participatif d'évaluation et de suivi des Programmes de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) au Mali : cas du PDESC de la Commune III du District de Bamako, ISSN : 2789-1674 – revue Graphies Francophones, numéro spécial, pp.388-417. Disponible à : <http://www.graphiesfrancophones>. Consulté le 19 juillet 2025 à 11 H 43.

KAYANTAO Yacouba, 2019. La politique de la décentralisation dans les pays Francophones d'Afrique de l'Ouest : cas de la République du Mali, « thèse de Doctorat », Madison International Institute and Business School, Bamako, p. 122-124.

KOITA Sory Ibrahima., 2023. Gouvernance participative et Gouvernance représentative : bilan comparé de la décentralisation dans la Commune urbaine de San et la Commune Rurale de Kava, « thèse de Doctorat », Institut de Pédagogie Universitaire, Bamako, pp. 101-104.

MAIRIE DE LA COMMUNE RURALE DE N'GANACORO DROIT 2021. Programme de Développement Economique, Social et Culturel 2017-2021, p.19.

SANOGO Bakari, 2022. Décentralisation et développement local : enjeux pour le cercle de Sikasso, « thèse de Doctorat », Institut de Pédagogie Universitaire, Bamako, p. 156.